

**FORUM 4 Faciliter l'accès à l'emploi des personnes les plus vulnérables en accompagnement du revenu de solidarité active (rSa)**

le FSE : un  
partenaire  
face à la  
crise

Conférence  
européenne

3 et 4 décembre  
2009

Palais des congrès,  
Dijon  
France

Fiche forum 4

Les enjeux

Expérimenté dans 34 départements de France à partir de mai 2007, le Revenu de solidarité active (RSA) a été généralisé à l'ensemble du territoire français depuis le 1<sup>er</sup> juin 2009. Cette prestation garantit pour ceux qui ne travaillent pas un revenu minimum et pour ceux qui travaillent un complément de revenus. Instrument « mixte », le RSA a remplacé tous les minima sociaux et certaines aides forfaitaires temporaires comme la prime de retour à l'emploi. Avec plus de 800 000 dossiers déposés fin août 2009, soit environ 30% du nombre estimé de travailleurs modestes qui peuvent percevoir un complément de revenu, les mesures d'accompagnement du RSA deviennent des outils à privilégier pour faciliter l'insertion professionnelle des personnes fragilisées par la crise.

L'accompagnement de ces bénéficiaires reste l'enjeu pour un retour vers l'emploi durable. Depuis 2009, le Fonds social européen accompagne cette réforme majeure en cofinçant les mesures d'orientation et d'accompagnement des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA).

Cette mesure nouvelle peut être de nature à transformer les actions en faveur des personnes les plus vulnérables. Elle doit être replacée dans l'environnement des pactes territoriaux d'insertion et suppose la mise en place de partenariats renouvelés, notamment avec Pôle Emploi. Ainsi, l'enquête de l'Observatoire national de l'action sociale décentralisée <sup>1</sup> souligne le pragmatisme des départements dans la mise en œuvre du revenu de solidarité active et l'amorce de nouveaux rôles et partenariats entre acteurs de l'insertion. En effet, la mise en place du RSA est le fruit d'expérimentations précédentes dans le domaine de l'insertion active. Celle-ci ne peut se développer que dans le cadre d'une stratégie de gouvernance territoriale qui nécessite une animation territoriale et une mutualisation d'outils entre acteurs. Dès lors, l'appui du FSE intervient en tant que levier permettant aux acteurs de l'insertion de mener à bien une action plus efficace au bénéfice des publics les plus vulnérables. ■■

<sup>1</sup> Résultats de l'enquête ODAS auprès de l'ensemble des Départements et Régions métropolitains, publiés dans la Lettre ODAS « Observer pour mieux agir » d'octobre 2009.



## Le Fonds social européen : un partenaire face à la crise / Forum : Faciliter l'accès à l'emploi des personnes les plus vulnérables en accompagnement du revenu de solidarité active (rSa)

### Les projets

#### L'expérimentation du revenu de solidarité active (rSa) menée par le Conseil général de l'Eure

##### *L'Eure, un territoire « charnière »*

Moyen par sa superficie et sa population, ni totalement rural ni totalement urbain, au cœur de la Normandie mais assurant la transition avec l'Île de France, l'Eure bénéficie de caractéristiques qui en font toutefois un territoire remarquable avec la présence d'activités économiques irriguant l'ensemble du territoire (7<sup>ème</sup> département industriel), des secteurs d'excellence économique (aéronautique, automobile, chimie-pharmacie), et un maillage du territoire par un réseau structuré de villes petites et moyennes (garantissant un service aux habitants et une qualité des espaces naturels et agricoles). Pour autant, ce département se caractérise par un niveau de formation initiale de sa population insuffisante, avec une structure des emplois traditionnelle et de faibles performances scolaires. Le taux de chômage y est de 11% et le département compte actuellement 11 233 bénéficiaires du rSa. ■■■

##### *Innover pour mieux intégrer les personnes en difficulté*

En raison de ces fragilités structurelles, l'Eure a fait une priorité de l'insertion sociale et professionnelle des publics fragilisés, afin de s'assurer que le développement économique profite réellement à tous les Eurois. La solidarité entre les habitants (volet social du Département) représente ainsi 40% du budget de la collectivité et 50% de ses agents. En matière de Lutte contre l'exclusion, l'Eure a choisi d'innover pour mieux intégrer. C'est ainsi que le Département a expérimenté dès 2007 et en pionnier le rSa expérimental avec le concours de l'Agence Nouvelle des Solidarités Actives présidée par Martin Hirsch. Après 33 expérimentations distinctes, le rSa s'est ensuite généralisé au 1<sup>er</sup> juin 2009 sur l'ensemble du territoire national. Fort de ses expérimentations et de ses acquis partenariaux (Etat, Caisse d'allocations familiales (CAF), Mutualité sociale agricole (MSA), Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM), Pôle Emploi, Caisse centrale des activités sociales, secteur associatif...), le Département de l'Eure a choisi de s'organiser en plateformes déconcentrées sur ses Unités Territoriales d'Action Sociales. Près de 10 sites accueillent les nouveaux entrants dans le rSa et délivrent une information collective sur les droits et les devoirs. Les bénéficiaires reçoivent préalablement à cette journée une grille d'auto-diagnostic qu'ils renseignent et qui facilite l'entretien d'orientation mené conjointement par des agents du Conseil général et de Pôle Emploi. Cet entretien a pour objectif de mieux comprendre les difficultés de la personne et de lui proposer le type



## Le Fonds social européen : un partenaire face à la crise / Forum : Faciliter l'accès à l'emploi des personnes les plus vulnérables en accompagnement du revenu de solidarité active (rSa)

d'accompagnement le plus adapté à sa situation. Pour tenir compte de l'objectif de la loi qui est de rendre prioritaire l'insertion professionnelle, 60% d'orientations sont envisagés vers Pôle Emploi. Les autres orientations relèvent soit d'un accompagnement social (réalisé par le Conseil général ou par les Centres Communaux d'Action Sociale), soit d'un accompagnement socio-professionnel avec le concours des associations d'insertion, du du secteur de l'insertion par l'activité économique et des deux Plans locaux pour l'insertion vers l'emploi du Département.

Les différentes expérimentations menées jusqu'à présent en faveur de l'insertion sur le Département de l'Eure ont sollicité la participation du Fonds Social Européen et nécessitent plus encore sa contribution face à l'ambition européenne d'inclusion active qui se décline très concrètement au cœur même des Départements. ■■

### Les intervenants

#### Animatrice :

**Dominique Blin** est Directrice du Service Enfance, Famille, Insertion au Conseil général de la Côte d'Or. Elle est chargée de la mise en place de l'expérimentation du Revenu de Solidarité Active à l'automne 2007 et de sa généralisation depuis le 1<sup>er</sup> juin 2009. Elle a participé aux travaux menés avec le Haut Commissariat aux Solidarités Actives avec des représentants d'autres Départements et a pu mettre en place le 1<sup>er</sup> Programme Territorial d'Insertion en janvier 2009. ■■

#### Expériences :

**Geneviève Besson** est Directrice de la lutte contre les exclusions au Conseil général de l'Eure pour lequel elle travaille depuis treize ans. Docteur en sociologie, assistante sociale de formation puis conseillère principale de l'emploi, elle possède une expérience professionnelle de terrain auprès de publics très différents (enfants, adultes, personnes âgées) et sur des fonctions diversifiées (direction, animation, expertises) puisqu'elle a travaillé au sein des trois fonctions publiques, dans le secteur associatif et au sein de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE). Elle a publié aux éditions l'Harmattan un ouvrage sur le Développement Social Local en 2008. ■■

**Nadine Seiwert** est responsable du réseau territorial d'insertion au Conseil général de l'Hérault ■■



## Le Fonds social européen : un partenaire face à la crise / Forum : Faciliter l'accès à l'emploi des personnes les plus vulnérables en accompagnement du revenu de solidarité active (rSa)

### Regards croisés :

#### Cyprien Avenel

Sociologue, Directeur de la recherche et des études de l'Observatoire national de l'action sociale décentralisée, Cyprien Avenel a été chargé de mission à la Direction des statistiques, des études et de la recherche de la CNAF (Caisse Nationale des Allocations Familiales). Il enseigne au sein du Master *Stratégies Territoriales et Urbaines* de Sciences Po Paris, à l'École Nationale Supérieure de la Sécurité Sociale (EN3S). Il est membre du Pôle de recherche Villes/Métropolis/Cosmopolis du Centre d'Etudes Européennes de Sciences Po. Il a conduit pour la Caisse nationale d'allocations familiales l'évaluation de la décentralisation du revenu minimum d'insertion (RMI), l'évaluation des expérimentations du revenu de solidarité active (rSa) et l'enquête nationale sur le travail social des Caisses d'allocations familiales. Il a publié de nombreux ouvrages et articles. ■■

#### Nathalie Hanet

Directrice des collectivités territoriales et partenariats au Pôle Emploi depuis mars 2009, Nathalie Hanet a exercé différentes responsabilités dans des associations et fédérations de lutte contre les exclusions, après un parcours professionnel de chercheur (Fondation Abbé Pierre, Observatoire Sociologique du Changement, Centre national de la recherche scientifique/Fondation nationale des sciences politiques (CNRS/ FNSP). Présidente d'Emmaüs Alternatives pendant huit ans, elle a exercé en parallèle les fonctions de Directrice générale d'un groupe d'associations développant des services d'insertion par le logement (Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS), centre maternel, urgence) et d'insertion par l'activité économique. A ce titre, elle a milité et a exercé des mandats au sein de la FNARS (Fédération Nationale d'Associations de Réinsertion Sociale) puis a été secrétaire générale de COORACE, une fédération d'entreprises et d'associations d'insertion par l'activité économique. En 2007/2008, elle a été membre de la commission de libération de la croissance française, présidée par Jacques Attali. ■■

#### Magdalena Mazur et Ewa Jagusiak-Dziubandowska

Représentantes de l'Office du Travail de la Voïvodie d'Opole, Pologne. ■■

### Rapporteur :

David Soubrie, ancien élève de l'école nationale d'administration, est en poste à la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle depuis 2006. Il a successivement occupé les postes d'adjoint puis de chef de la mission Insertion professionnelle. Il est actuellement chargé de mission. ■■